Conto corrente con la posta

Anno 79° — Numero 99

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Roma - Sabato, 30 aprile 1938 - Anno XVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 – 50-033 – 53-914

CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

		Anno	Sem.	Trim.
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	108	63	45
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	240	140	100
In Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (solo Parte I).	»	72	45	31.50
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	160	100	70

Abbonamento speciale ai soli fascicoli contenenti i numeri dei titoli obbligazionari sorteggiati per il rimborso, annue L. 45 — Estero L. 100.

Gli abbonati hanno diritto anche ai supplementi ordinari. I supplementi straordinari sono fuori abbonamento.

Il prezzo di vendita di ogni puntata della « Gazzetta Ufficiale » (Parte I e II complessivamente) è fissato in lire 1,35 nel Regno, in lire 3 all'estero.

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale" veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, Via XX Settembre, nel palazzo del Ministero delle Finanze; Corso Umberto, 234 (angolo Via Marco Minghetti, 23-24); in Milano, Galleria Vittorio Emanuele, 3; in Napoli, Via Chiaia, 5; in Firenze, Via degli Speziali, 1; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capiluoghi delle provincie del Regno.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono: in ROMA – presso la Libreria dello Stato – Palazzo del Ministero delle Finanze. La sede della Libreria dello Stato in Milano: Galleria Vittorio Emanuele, 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1938

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO 17 gennaio 1938-XVI, n. 381.

Approvazione dell'Accordo stipulato in Parigi, fra l'Italia e vari Stati il 31 maggio 1937, portante modifiche alla Convenzione internazionale del 21 giugno 1920 per la creazione in Parigi di un Istituto internazionale del freddo.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per l'interno, per l'Africa italiana, per l'agricoltura e foreste e per le comunicazioni;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data nel Regno, nelle Colonie italiane della Libia, dell'Eritrea e della Somalia all'Accordo stipulato in Parigi fra l'Italia e vari Stati il 31 maggio 1937, che porta modifiche alla Convenzione internazionale del 21 giugno 1920 per la creazione in Parigi di un Istituto internazionale del freddo.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore nei modi e nei termini previsti dall'art. 11 dell'Accordo anzidetto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 17 gennaio 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — ROSSONI — BENNI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 aprile 1938 - Anno XVI
Atti del Governo, registro 396, *foglio* 116. — MANCINI.

Accord portant modifications à la Convention internationale signée à Paris le 21 juin 1920 pour la création à Paris d'un Institut International du froid.

CONCLU

entre l'Allemagne, la République Argentine, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, la Chine, la République de Costa-Rica, la République Cubaine, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies de l'Afrique occidentale française, Madagascar, la Grande-Bretagne et l'Union de l'Afrique du Sud, le Canada, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes, la Grèce, la République d'Haïti, l'Italie et ses colonies d'Erytrée, de Cyrénaïque, de Tripolitaine et des Somalis, le Japon, le Luxembourg, le Maroc, la Norvège, la République de Panama, les Pays-Bas et leurs colonies des Indes néerlandaises, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Suisse, la République Tchéco-Slovaque, la Tunisie, l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'Uruguay et la Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir et à entretenir l'Institut International du froid dont le siège est à Paris.

Font partie de l'Institut International du froid, en qualité de membres jouissant des droits et soumis aux obligations définis par la présente Convention:

1. Les États contractants, ainsi que leurs territoires d'outre-mer et leurs colonies qu'ils ont désignés en procédant à la signature de la présente Convention et qui figurent à la liste ci-annexée;

2. Les États qui ne sont pas parties à la présente Convention, les territoires d'outre-mer et colonies, qui ne figurent pas à la liste visée ci-dessus si les États intéressés adhèrent à ladite Convention à titre métropolitain ou pour des territoires d'outre-mer ou des colonies, et si l'admission du nouveau membre à l'Institut International du froid est prononcée par le Comité exécutif prévu à l'article 5 ci-après, à la majorité des deux tiers des États, Dominions ou Colonies représentés. La demande sera adressée au directeur de l'Institut; elle comportera l'engagement de participer par une subvention annuelle aux frais de l'Institut, dans les conditions déterminées par l'article 9. Dès qu'une admission aura été prononcée, avis en sera donné par le directeur au Ministre des Affaires étrangères de la République Française qui la notifiera à tous les Gouvernements adhérents.

Art. 2.

Les personnes morales ou privées, ayant joué un rôle dans la science et les industries du froid, et les bienfaiteurs de l'Institut International du froid pourront, par une décision du Comité exécutif, recevoir le titre de membre correspondant de l'Institut.

Art. 3.

L'Institut, bornant son action dans le domaine international, a pour objets principaux:

1. De favoriser l'enseignement de la science et de la pratique du froid, ainsi que le développement et la vulgarisation des études et des recherches scientifiques ou techniques effectuées dans ce domaine;

2. De favoriser l'étude des meilleures solutions des questions se rapportant à la conservation, au transport et à la distribution des denrées périssables;

3. De faire connaître, en indiquant l'origine des renseignements publiés, la situation mondiale des denrées frigorifiées au triple point de vue de la production, de la circulation et de la consommation;

4. De centraliser, en vue de leur publication, tous les renseignements et documents scientifiques, techniques et économiques concernant la production et l'utilisation du froid;

5. De centraliser, pour leur étude, les lois, règlements et renseignements de toute nature, intéressant les industries du froid et de présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des Gouvernements les mesures tendant à l'amélioration et à l'unification des règlements concernant la circulation internationale des produits susceptibles de bénéficier des applications du froid;

6. D'organiser les Congrès internationaux du froid;

7. De se tenir en liaison constante avec les groupements scientifiques et professionnels intéressés en vue d'assurer la réalisation de son programme d'action.

Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation et l administration d'un Etat particulier sont exclues de la compétence de l'Institut International du froid.

Art. 4.

L'Institut International du froid est placé sous l'autorité et le contrôle d'une Conférence générale composée de représentants désignés par les membres de l'Institut. Ceux de ces membres, qui ne désirent pas nommer de représentants officiels, peuvent faire agréer par l'Institut International du froid un groupement qualifié qui représentera leur pays, en leurs lieu et place.

Le nombre des représentants de chaque membre de l'Institut dans la Conférence générale est celui fixé par l'article 9 de la présente Convention, qui règle la participation des membres de l'Institut aux dépenses de cet Institut. Les membres de la Conférence empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leur collègues de la Conférence.

La Conférence générale se réunit au moins tous les quatre ans. Son président est élu, à la majorité des voix, pour cinq années correspondant à chacune des périodes quinquennales prévues à l'article 10.

Art. 5.

Le pouvoir exécutif de l'Institut International du froid est confié à un Comité exécutif qui, sous la direction et le contrôle de la Conférence générale, en exécute les délibérations et prépare les propositions à lui soumettre.

« Le Comité exécutif se compose de membres désignés par les autorités qualifiées des membres de l'Institut. Chacun de ces membres sera représenté dans le Comité exécutif par une personne ».

Les présidents des Commissions internationales prévues à l'article 7 de la présente Convention, ont entrée au Comité exécutif avec voix consultative.

Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an. Il est chargé de faire exécuter les décisions de la Conférence générale. Il a le plein contrôle sur l'administration de l'Institut. Il nomme au scrutin secret le directeur qui remplit les fonctions de secrétaire général de la Conference générale et du Comité exécutif. Il fixe le règlement organique du personnel, ainsi que toutes les dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

Les membres du Comité exécutif, empêchés d'assister à une réunion, ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues du Comité.

Dans l'intervalle des sessions, le Comité exécutif possède les pouvoirs de la Conférence générale sous réserve de ratification par celle-ci des décisions prises.

Dans tous les cas, les délibérations ne sont valables qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Le Comité exécutif choisit, dans son sein, un Comité directeur composé d'un président, 6 vice-présidents et un Comité d'administration, composé de 15 membres, celui-ci étant chargé plus spécialement de préparer le budget et de présenter un rapport annuel sur la situation financière de l'Institut.

Sous le contrôle du Comité d'administration, le directeur mandate les dépenses et opère les recettes. Il signe toutes quittances et tous reçus; il acquitte, accepte, endosse ou tire toute traite, effet ou mandat pour le compte de l'Institut.

Le président de la Conférence générale a accès, à titre consultatif, aux séances du Comité exécutif et du Comité d'administration.

Art. 6.

Le fonctionnement de l'Institut est assuré par un personnel rétribué comprenant un directeur, nommé par le Comité exécutif, et les agents nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au directeur, qui en est responsable devant le Comité exécutif.

Art. 7.

Les études prévues par l'article 3 de la présente Convention sont entreprises et poursuivies soit par des Commissions internationales dont le nombre et les attributions sont fixées par la Conférence générale, soit par des experts désignés par la Conférence générale.

Ces études se rapportent aux questions ayant trait à la production et à l'utilisation du froid dans tous les domaines et notamment:

a l'obtention des basses températures;
au matériel et aux installations frigorifiques;
aux applications industrielles du froid;
aux transports;
a la législation;
a l'enseignement;
a l'economie générale et à la statistique.

Le président de chacune de ces Commissions est choisi par la Conférence générale et en est le rapporteur devant elle.

La composition de chaque Commission est fixée par le Comité exécutif sur propositions présentées par le président de ladite Commission, en tenant compte des vœux exprimés par les Associations du froid ou autres organismes scientifiques ou industriels des pays adhérents la présente Convention.

Art. 8.

Les travaux des Commissions et les renseignements de toute nature, recueillis par l'Office central de l'Institut, en vertu de l'article 3 de la présente Convention, sont publiés par la voie d'un bulletin. Cette publication officielle est faite en anglais et en français, mais une édition dans toute autre langue des pays adhérents à la présente Convention pourra

être publiée sur la demande des pays intéressés, dans la mesure où les ressources ordinaires et extraordinaires de l'Institut le permettront.

Le service gratuit du bulletin est effectué à tous les pays adhérents à la présente Convention dans une proportion fixée, selon la catégorie dans laquelle ils sont inscrits, par la Conférence générale.

Art. 9.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Institut sont couvertes:

1. Par les subventions annuelles des membres de l'Institut qui acceptent de prendre part à son fonctionnement. Ces contributions, payables en toutes devises librement négociables, sont fixées en francs-or, d'un poids de 10/31e de gramme, au titre de 0,900 de fin (1) suivant les catégories ci-après:

CATEGORIES	Subventions annuelles en francs-or.	Nombre de voix dont disposent les membres à la Conférence Générale et au Comité exécutif.
I.	4.800	6
II	3.600	5
III	2.400	4
IV	1.600	3
V	800	2
VI	400	1

2. Par les recettes provenant des abonnements au bulletin et de la vente des publications de l'Institut réalisées dans les conditions fixées par le Comité exécutif.

3. Par les souscriptions, dons et legs qui peuvent lui advenir légalement en vertu notamment de l'application de l'article 2 de la présente Convention.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des Pays contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, au directeur de l'Institut, par l'entremise du Ministère des affaires etrangères de la République Française.

Art. 10.

La présente Convention est conclue pour une période de dix années. A l'expiration de ce terme, elle sera renouvelée par tacite reconduction de cinq en cinq années. Chacun des membres de l'Institut a le droit de se retirer de l'Institut ou de modifier la catégorie dans laquelle il s'est rangé, après chaque période, sur avis préalable d'une année au moins.

Chaque membre de l'Institut admis ultérieurement est lié jusqu'à l'expiration de la première période de dix années, s'il est admis dans les cinq premières années de cette période. Dans le cas contraire, il est lié jusqu'à l'expiration de la période additionnelle de cinq années qui suit celle au cours de laquelle il est admis.

Art. 11.

La présente Convention sera ratifiée. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

(1) Unité monétaire prévue à l'article 28 de la Convention postale universelle du 28 juin 1929 promulguée en France par le décret du 17 mars 1933.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente Convention entrera en vigueur pour chaque pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 31 mai 1937.

Pour l'Allemagne:
(*L. S.*) signé: JOHANNES GRAF VON WELCZECK

Pour la République Argentine:
(*L. S.*) signé: T. A. LE BRETON

Pour la Belgique:
(*L. S.*) signé: Comte DE KERCHOVE

Pour le Brésil ad referendum:
(*L. S.*) signé: L. M. DE SOUZA-DANTAS

Pour la Bulgarie:
(*L. S.*) signé: C. BATOLOFF

Pour la Chine:
(*L. S.*) signé: V. K. WELLINGTON KOO

Pour la République de Costa-Rica:
. . . .

Pour la République cubaine:
(*L. S.*) signé: JOSÉ RENÉ MORALES

Pour le Danemark:
(*L. S.*) signé: T. BULL

Pour l'Espagne:
. . . .

Pour les Etats-Unis (1):
. . . .

Pour la Finlande:
(*L. S.*) signé: HARRI HOLMA

Pour la France:
(*L. S.*) signé: YVON DELBOS

Pour l'Algérie:
(*L. S.*) signé: YVON DELBOS

Pour les colonies de l'Afrique occidentale française et pour Madagascar:
(*L. S.*) signé: YVON DELBOS

Pour la Grande-Bretagne et pour les Indes:
En signant la présente Convention:

1. *Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et*
2. *Pour les Indes*,

Je déclare:

1. Que ma signature est apposée sous réserve du droit de se retirer de l'Institut avec avis préalable d'une année au moins, à partir du 21 juin 1940;

2. Que dans les relations entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et les autres Hautes Parties

(1) En ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique qui, comme en 1920, ne l'ont pas signé, cet accord a été accepté par l'American Institute of refrigeration qui en a donné directement connaissance à l'Institut International du froid. Communication de cette adhésion a été faite au Ministère des affaires étrangères (Unions internationales).

Contractantes qui auront ratifié la présente Convention, celle-ci remplacera la Convention du 21 juin 1920 à partir du jour même du dépôt de son instrument de ratification à l'égard: 1° du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et à l'Irlande du Nord; 2° des Indes.

(*L. S.*) signé: LLOYD THOMAS

Pour le Commonwealth d'Australie:
(*L. S.*): signé: LLOYD THOMAS

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:
(*L. S.*) signé: ERIC H. LOUW

Pour le Canada:
. . . .

Pour la Nouvelle-Zélande:
(*L. S.*) signé: D. J. JORDAN

Pour la Grèce:
(*L. S.*) signé: N. POLITIS

Pour la République d'Haïti:
. . . .

Pour l'Italie:
(*L. S.*) signé: V. CERRUTI

Pour les colonies italiennes d'Erythrée de Cyrénaique, de Tripolitaine et des Somalis:
(*L. S.*) signé: V. CERRUTI

Pour le Japon:
(*L. S.*) signé: T. MITANI

Pour le Luxembourg:
(*S. L.*) signé: ANT. FUNCK

Pour le Maroc:
. . . .

Pour la Norvège:
(*L. S.*) signé: GRONVOLD

Pour la République de Panama:
. . . .

Pour les Pays-Bas et leurs colonies des Indes néerlandaises:
(*L. S.*) signé: J. LOUDON

Pour le Pérou:
. . . .

Pour la Pologne:
(*L. S.*) signé: J. LUKASIEWICZ

Pour le Portugal:
. . . .

Pour la Roumanie:
(*L. S.*) signé: C. CESIANO

Pour la Suède:
(*L. S.*) signé: E. HENNINGS

Pour la Suisse:
(*L. S.*) signé: DUNANT

Pour la République Tchécoslovaque:
(*L. S.*) signé: STEFAN OSUSKY

Pour la Tunisie:
(*L. S.*) signé: TRONET

Pour l'Union des Républiques soviétiques socialistes:
(*L. S.*) signé: EUGENE HURSCHFELD

Pour l'Uruguay:
(*L. S.*) signé: PABLO PENANDO

Pour la Yougoslavie:
(*L. S.*) signé: BOJIDAR POURITCH.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia,
Imperatore d'Etiopia:

Il Ministro per gli affari esteri:
CIANO.

REGIO DECRETO 7 aprile 1938-XVI, n. 382.
Istituzione di una nuova sezione della Corte di appello di Messina in funzione di Corte di assise, con sede in Messina.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Visti gli articoli 1 e 3 del testo unico delle disposizioni legislative riguardanti l'ordinamento delle Corti di assise, approvate con R. decreto 4 ottobre 1935-XIII, n. 1899;
Visto il R. decreto 23 aprile 1931, n. 433;
Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la grazia e giustizia;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Dal 1° maggio 1938-XVI è istituita una nuova sezione della Corte di appello di Messina, in funzione di Corte di assise, con sede in Messina.
Dalla stessa data, la circoscrizione territoriale di ciascuna Corte d'assise del predetto distretto di Corte di appello, è determinata dall'annessa tabella, firmata, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 7 aprile 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

SOLMI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *aprile* 1938 - *Anno XVI*
Atti del Governo, registro 396, *foglio* 135. — MANCINI.

TABELLA

Corte d'appello	Sezione in funzione di Corte d'assise	Sede di normale convocazione di Corte d'assise	Tribunali compresi nella circoscrizione della Corte d'assise
Messina	Sezione 1ª	Messina	Messina-Patti
	Sezione 2ª	Messina	Messina-Patti
	Sezione 3ª	Reggio Calabria	Reggio Calabria

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re d'Italia,
Imperatore d'Etiopia:

Il Guardasigilli:
SOLMI.

REGIO DECRETO 10 marzo 1938-XVI, n. **383.**

Provvedimenti per le Federazioni dei Fasci di combattimento dell'Africa Italiana e per gli Enti, Associazioni ed Istituti promossi dal Partito Nazionale Fascista nell'Africa Italiana.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto-legge 3 dicembre 1934-XIII, n. 2012, sull'ordinamento organico per l'amministrazione della Libia, convertito nella legge 11 aprile 1935-XIII, n. 675;

Visto il R. decreto-legge 1° giugno 1936-XIV, n. 1019, sull'ordinamento e l'amministrazione dell'Africa Orientale Italiana, convertito nella legge 11 gennaio 1937-XV, n. 285;

Udito il parere del Consiglio superiore coloniale;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per l'Africa Italiana, di concerto con il Segretario del Partito Nazionale Fascista, Ministro Segretario di Stato, e con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È riconosciuta alle Federazioni dei Fasci di combattimento lella Libia e dell'Africa Orientale Italiana ed ai rispettivi Fasci dipendenti, costituiti a norma dello statuto del Parito Nazionale Fascista, la capacità di acquistare, alienare, possedere ed amministrare beni, di ricevere lasciti o donazioni, di stare in giudizio e di compiere, in generale, tutti gli atti giuridici necessari per il conseguimento dei propri ini.

Eguale capacità può essere riconosciuta, con decreto del Ministro per l'Africa Italiana emanato di concerto con il Segretario del Partito Nazionale Fascista e con il Ministro per le finanze, sentito il Governatore generale competente, gli altri Enti, Associazioni ed Istituti promossi dal Partito Nazionale Fascista nell'Africa Italiana per la costruzione gestione di immobili adibiti a sedi di organizzazioni fasciste o, comunque, per scopi culturali, di propaganda o di ssistenza.

Art. 2.

Gli atti e contratti stipulati da tutti gli Enti riconosciuti norma dell'articolo precedente, sono soggetti al trattamento stabilito per gli atti stipulati dallo Stato.

I lasciti e le donazioni a loro favore sono esenti da ogni pecie di tassa sugli affari.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello tato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei ecreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di sservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 marzo 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — STARACE — DI REVEL.

sto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 aprile 1938 - *Anno XVI*
Atti del Governo, registro 396, *foglio* 125. — MANCINI.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 15 aprile 1938-XVI, n. **384.**

14ª Prelevazione dal fondo di riserva per le spese impreviste dell'esercizio finanziario 1937-38.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per le finanze a S. M. il Re Imperatore, in udienza del 15 aprile 1938-XVI, sul decreto che autorizza una 14ª prelevazione dal fondo di riserva per le spese impreviste dell'esercizio finanziario 1937-38.

MAESTA',

Per accertate maggiori esigenze del servizio d'investigazione politica, si rende necessario aumentare di L. 5.000.000 lo stanziamento inscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero dell'interno, per l'esercizio finanziario corrente.

L'indicata somma, su conforme deliberazione del Consiglio dei Ministri, viene prelevata, per le facoltà consentite dalle vigenti norme di legge sulla contabilità generale dello Stato, dal fondo di riserva per le spese impreviste, come dal decreto che ho l'onore di sottoporre all'Augusta sanzione della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto l'art. 42 del R. decreto 18 novembre 1923, n. 2440, sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato;

Ritenuto che sul fondo di riserva per le spese impreviste dell'esercizio finanziario 1937-1938 sono disponibili lire 7.887.550;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Visto il R. decreto 16 marzo 1938-XVI, con cui viene conferita al Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, la facoltà di firmare gli atti di competenza del Ministro per le finanze;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Dal fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto al capitolo n. 282 dello stato di previsione della spesa del Ministero delle finanze per l'esercizio finanziario 1937-1938, è autorizzata una quattordicesima prelevazione nella somma di lire cinque milioni (L. 5.000.000) da assegnare al capitolo n. 81 « Spese per il servizio d'investigazione politica » dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'interno, per l'esercizio finanziario medesimo.

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per la sua convalidazione, restando il Ministro proponente autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 15 aprile 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 aprile 1938 - *Anno XVI*
Atti del Governo, registro 396, *foglio* 139. — MANCINI.

REGIO DECRETO 7 marzo 1938-XVI, n. 385.

Approvazione dello statuto della « Società economica di Chiavari ».

N. 385. R. decreto 7 marzo 1938, col quale, sulla proposta del Ministro per le corporazioni, viene approvato il nuovo statuto della « Società economica di Chiavari ».

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 aprile 1938 - Anno XVI

REGIO DECRETO 20 gennaio 1938-XVI, n. 386.

Dichiarazione formale dei fini della Confraternita detta Congregazione di Maria SS.ma del Rosario, in Ventimiglia di Sicilia (Palermo).

N. 386. R. decreto 20 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo prevalente di culto nei riguardi della Confraternita detta Congregazione di Maria SS.ma del Rosario, con sede in Ventimiglia di Sicilia (Palermo).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 aprile 1938 - Anno XVI

REGIO DECRETO 27 gennaio 1938-XVI, n. 387.

Dichiarazione formale dei fini della Confraternita di Santa Caterina, in Angri (Salerno).

N. 387. R. decreto 27 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo esclusivo di culto nei riguardi della Confraternita di Santa Caterina, in Angri (Salerno).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 aprile 1938 - Anno XVI

REGIO DECRETO 27 gennaio 1938-XVI, n. 388.

Dichiarazione formale dei fini della Confraternita detta Compagnia del SS.mo Sacramento, in Palazzo Adriano (Palermo).

N. 388. R. decreto 27 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo prevalente di culto nei riguardi della Confraternita detta Compagnia del SS.mo Sacramento in Palazzo Adriano (Palermo).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 aprile 1938 - Anno XVI

REGIO DECRETO 27 gennaio 1938-XVI, n. 389.

Dichiarazione formale dei fini della Confraternita detta Compagnia delle Anime Sante del Purgatorio e della Natività di Maria Vergine detta del Venerdì, in Palermo.

N. 389. R. decreto 27 gennaio 1938, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo prevalente di culto nei riguardi della Confraternita detta Compagnia delle Anime Sante del Purgatorio e della Natività di Maria Vergine detta del Venerdì, in Palermo.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 aprile 1938 - Anno XVI

DECRETO DEL DUCE, PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI, 23 aprile 1938-XVI.

Scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo).

IL CAPO DEL GOVERNO
PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, convertito nella legge 7 marzo 1938-XVI, n. 141, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Ritenuta la necessità di sottoporre la Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo) alla procedura di amministrazione straordinaria di cui al capo VII del citato testo unico ed al titolo VII, capo II, del predetto R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375;

Sulla proposta del Capo dell'Ispettorato per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito;

Decreta:

Gli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo) sono sciolti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 23 aprile 1938 - Anno XVI

Il Duce,
Presidente del Comitato dei Ministri:
MUSSOLINI.

(1537)

DECRETO MINISTERIALE 28 aprile 1938-XVI.

Dichiarazione di pubblico interesse dell'aumento del capitale sociale della Società anonima « Termoelettrica Umbra ».

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il R. decreto-legge 18 maggio 1933, n. 591, convertito nella legge 21 dicembre 1933, n. 1809;

Vista l'istanza presentata dalla Società anonima « Termoelettrica Umbra » con sede in Roma, la quale espone un progetto di aumento del suo capitale sociale da L. 5.500.000 a L. 22.000.000, mediante emissione di nuove azioni;

Su conforme parere dei Ministri per le finanze e per le corporazioni;

Decreta:

È riconosciuto rispondente a ragioni di pubblico interesse l'aumento del capitale sociale della Società anonima « Termoelettrica Umbra » da L. 5.500.000 a L. 22.000.000, rendendosi così applicabili, alle deliberazioni che a questo scopo saranno adottate dall'assemblea dei soci, le disposizioni del R. decreto-legge 18 maggio 1933, n. 591, purchè siano osservate le condizioni ivi stabilite.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 28 aprile 1938 - Anno XVI

Il Ministro: SOLMI.

(1548)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

A termini dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che il 26 aprile 1938-XVI, è stato presentato alla Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 7 marzo 1938-XVI, n. 322, recante l'autorizzazione al Ministero dei lavori pubblici a curare la costruzione della « Casa Littoria », in Roma.

(1549)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che il Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati in data 25 aprile 1938-XVI, un disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 24 febbraio 1938-XVI, n. 335, concernente la modifica del comma c) dell'art. 2 della legge 2 giugno 1927, n. 862, sull'ordinamento della carriera diplomatico-consolare.

(1550)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Errata-corrige.

Nella tabella degli Uffici marittimi locali compresi nella giurisdizione litoranea della Capitaneria di porto di Castellammare di Stabia, pubblicata a pag. 1288 della *Gazzetta Ufficiale* n. 77 del 4 aprile 1938-XVI, dove è detto « Meta di Sorrento » deve leggersi « Meta - Sorrento ».

(1554)

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Ordinamento delle maestranze portuali di Rodi Garganico.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 1 del R. decreto-legge 24 gennaio 1929, n. 166, convertito nella legge 17 giugno 1929, n. 1095, si rende noto che con decreto 8 luglio 1937-XV, n. 40, della R. Direzione marittima di Bari i lavoratori portuali di Rodi Garganico sono stati raggruppati in una sola Compagnia denominata « Compagnia portuale Matteo Gnozza ».

(1524)

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Casole Bruzio (Cosenza), in liquidazione.

Nella seduta tenuta il 19 aprile 1938-XVI, dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Casole Bruzio (Cosenza), in liquidazione, il sig. Francesco Vecchio è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 67 del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, convertito nella legge 7 marzo 1938-XVI, n. 141.

(1551)

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Parenti (Cosenza), in liquidazione.

Nella seduta tenuta il 19 aprile 1938-XVI, dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Parenti (Cosenza), in liquidazione, il notaio Abele Messuti è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 67 del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, numero 375, convertito nella legge 7 marzo 1938-XVI, n. 141.

(1552)

Nomina del presidente del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di prestiti di Villanovatulo (Nuoro), in liquidazione.

Nella seduta tenuta il 19 aprile 1938-XVI, dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Villanovatulo (Nuoro), in liquidazione, il sig. Nicolò Melis di Celestino è stato eletto presidente del Comitato stesso, ai sensi dell'art. 67 del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, convertito nella legge 7 marzo 1938-XVI, n. 141.

(1553)

Nomina del commissario straordinario e dei membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, convertito nella legge 7 marzo 1938-XVI, n. 141, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Veduto il decreto di pari data del Duce, Presidente del Comitato dei Ministri, che dispone lo scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo);

Dispone:

Il dott. Filippo Giganti di Giuseppe è nominato commissario straordinario per l'amministrazione della Cassa rurale ed artigiana di Capaci (Palermo) ed i signori avv. Michele Nuccio Micelli fu Salvatore, dott. Gioacchino Florio fu Angelo e cav. Salvatore Gravano fu Antonino, sono nominati membri del Comitato di sorveglianza della Cassa stessa con i poteri e le attribuzioni contemplati dal capo VII del testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706, e dal titolo VII, capo II, del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, convertito nella legge 7 marzo 1938-XVI, n. 141.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 23 aprile 1938 - Anno XVI

Il Governatore della Banca d'Italia,
Capo dell'Ispettorato:
AZZOLINI.

(1538)

Sostituzione di tre membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Sartano (Cosenza), in liquidazione.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO
PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706;

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, convertito nella legge 7 marzo 1938-XVI, n. 141, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Veduto il decreto del Capo del Governo in data 6 ottobre 1937-XV, che revoca l'autorizzazione all'esercizio del credito alla Cassa rurale di Sartano (Cosenza) e dispone la messa in liquidazione dell'azienda secondo le norme di cui al titolo VII, capo III, del R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400;

Veduto il proprio provvedimento in data 6 ottobre 1937-XV col quale sono stati nominati i membri del Comitato di sorveglianza della suindicata Cassa rurale;

Considerato che i signori Pasquale Adorisio, Luigi Vilardi e Alfredo Pirri componenti il predetto Comitato di sorveglianza, hanno declinato l'incarico e che occorre pertanto provvedere alla loro sostituzione;

Dispone:

I signori Giuseppe Zito fu Pasquale, Cosimo Vilardi fu Antonio ed Arturo De Giuseppe fu Ferdinando sono nominati membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale di Sartano (Cosenza) in liquidazione, con i poteri e le attribuzioni contemplati dal capo VIII del testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con R. decreto 26 agosto 1937-XV, n. 1706, e dal titolo VII, capo III, del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, numero 375, convertito nella legge 7 marzo 1938-XVI, n. 141, in sostituzione dei signori Pasquale Adorisio, Luigi Vilardi ed Alfredo Pirri.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 22 aprile 1938 - Anno XVI

Il Governatore della Banca d'Italia, Capo dell'Ispettorato:
AZZOLINI

(1532)

CONCORSI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Concorso per 4 posti di alunno d'ordine in prova presso l'Avvocatura dello Stato.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Visto il testo unico delle leggi e delle norme giuridiche sulla rappresentanza e difesa in giudizio dello Stato e sull'ordinamento dell'Avvocatura dello Stato, approvato con R. decreto 30 ottobre 1933-XII, n. 1611;

Visto il relativo regolamento approvato con R. decreto 30 ottobre 1933-XII, n. 1612;

Visto il R. decreto 11 novembre 1923-II, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923-II, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto-legge 28 novembre 1933-XII, n. 1554, convertito nella legge 18 gennaio 1934-XII, n. 221, sulla assunzione delle donne nelle Amministrazioni statali;

Visto il R. decreto-legge 13 dicembre 1933-XII, n. 1706, convertito nella legge 22 gennaio 1934-XII, n. 137, contenente provvedimenti a favore delle famiglie dei caduti per la causa fascista, dei mutilati ed invalidi per la causa stessa, nonchè degli inscritti ai Fasci di combattimento da data anteriore al 28 ottobre 1922;

Visto il R. decreto-legge 5 luglio 1934-XII, n. 1176, convertito nella legge 27 dicembre 1934-XIII, n. 2125, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissioni ai pubblici impieghi;

Visto il R. decreto-legge 25 febbraio 1935-XIII, n. 163, convertito nella legge 3 giugno 1935-XIII, n. 966, concernente l'ammissione ai concorsi dei mutilati ed invalidi di guerra;

Visto il R. decreto-legge 2 giugno 1936-XIV, n. 1172, che estende a coloro che hanno partecipato alle operazioni militari in Africa Orientale le provvidenze emanate a favore degli ex combattenti nella guerra 1915-1918;

Visto il R. decreto-legge 21 agosto 1937-XV, n. 1542, contenente provvedimenti per l'incremento demografico della Nazione;

Visto il proprio decreto 7 ottobre 1937-XV, col quale è stato autorizzato l'espletamento nell'anno 1938-XVI di un concorso a quattro posti di alunno d'ordine in prova nell'Avvocatura dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a quattro posti di alunno d'ordine in prova (gruppo *C*, grado 13°) nel ruolo del personale d'ordine dell'Avvocatura dello Stato, al quale possono partecipare coloro che abbiano conseguito la licenza da un istituto medio di istruzione di primo grado Regio o pareggiato od altro titolo di studio corrispondente, ai sensi dell'art. 16, lettera *c*), del R. decreto 11 novembre 1923-II, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico, e sue modificazioni.

Non sono ammessi titoli equipollenti, salvo quelli rilasciati dalle scuole del cessato Impero austro-ungarico e riconosciuti equivalenti alle licenze tecniche o ginnasiali rilasciate dalle scuole del Regno.

Al concorso sono ammesse le donne.

Art. 2.

Coloro che intendono partecipare al concorso faranno pervenire all'Avvocatura generale dello Stato, entro sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, la domanda in carta da bollo da L. 6, nella quale sarà indicato con precisione il recapito dell'aspirante, corredata dai seguenti documenti:

a) titolo di studio;

b) certificato di cittadinanza italiana;

c) salvo quanto dispone il R. decreto-legge 25 febbraio 1935-XIII, n. 163, per i mutilati ed invalidi di guerra, certificato di iscrizione al Partito Nazionale Fascista, rilasciato dal segretario (o dal vice segretario se trattasi del capoluogo di Provincia) del competente Fascio di combattimento e vistato dal segretario della Federazione dei Fasci di combattimento e in sua vece dal vice segretario federale o dal segretario federale amministrativo. Coloro i quali risultino iscritti ai Fasci di combattimento prima della Marcia su Roma, debbono produrre apposito certificato rilasciato personalmente dal competente segretario della Federazione dei Fasci di combattimento, vistato dal Segretario o da uno dei Vice segretari del Partito, ovvero dal segretario amministrativo del Partito stesso, certificato dal quale deve risultare l'anno, mese e giorno della effettiva iscrizione ai Fasci stessi, con la dichiarazione che non si è mai verificata alcuna interruzione.

Gli italiani non regnicoli debbono presentare il certificato di iscrizione al Partito Nazionale Fascista rilasciato direttamente dalla Segreteria generale dei Fasci italiani all'estero e firmato dal segretario generale o da uno degli ispettori centrali dei Fasci all'estero. Detto certificato deve essere sottoposto alla ratifica del Segretario del Partito o del segretario amministrativo o di uno dei Vice segretari del Partito Nazionale Fascista, solo nel caso in cui si attesti l'appartenenza al Partito in epoca anteriore al 28 ottobre 1922.

Coloro i quali siano in possesso del brevetto della Marcia su Roma o di ferito per la causa fascista debbono produrre il brevetto stesso in originale o in copia autenticata dal Regio notaio e debitamente legalizzata, ovvero un certificato rilasciato dal Segretario del Partito o dal segretario amministrativo o da uno dei Vice segretari del Partito Nazionale Fascista, attestante che l'interessato è in possesso dei rispettivi brevetti;

d) atto di nascita, dal quale risulti che l'aspirante alla data del presente decreto ha compiuto l'età di anni 18, ma non quella di anni 25, salve le proroghe vigenti per gli ex combattenti, per gli invalidi di guerra o per la causa fascista, per i decorati al valore militare, e per coloro che risultino regolarmente iscritti al Partito Nazionale Fascista, senza interruzione, da epoca anteriore al 28 ottobre 1922, nonchè per i coniugati e per coloro che abbiano figli viventi. Agli aspiranti che siano impiegati di ruolo presso un'Amministrazione dello Stato non si applica, per la partecipazione al concorso, il limite massimo di età;

e) certificato generale del casellario giudiziario;

f) certificato di regolare condotta civile, morale e politica;

g) certificato rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, da un medico militare o da un medico provinciale, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione ed esente da difetti e imperfezioni che influiscano sul rendimento in servizio;

h) certificato relativo agli obblighi di leva;

i) stato di famiglia. Gli aspiranti che siano celibi sono esonerati dal presentare detto certificato, ma debbono dichiarare nella domanda tale loro qualità;

l) fotografia recente, con firma autenticata dal podestà o da un notaio.

Le qualità che dànno titolo alla proroga del limite massimo di età o alle precedenze o preferenze nell'assegnazione dei posti, debbono essere comprovate con certificati rilasciati dalle autorità competenti ed allegati alla domanda.

Tutti i documenti debbono essere redatti in carta legale e debitamente legalizzati; quelli di cui alle lettere *b*), *c*), *e*), *f*) e *g*) debbono essere di data non anteriore a tre mesi.

Gli impiegati di ruolo delle Amministrazioni dello Stato debbono produrre soltanto i titoli di studio ed il certificato di cui alla lettera *c*) del presente articolo, semprechè inoltrino la domanda per il tramite delle Amministrazioni da cui dipendono, le quali debbono unirvi copia dello stato matricolare dell'aspirante; gli stessi debbono

produrre, altresì, ove ne ricorra il caso, i documenti di cui al secondo comma del presente articolo.

Tutti i documenti debbono essere effettivamente allegati alla domanda; non sono ammessi richiami a quelli eventualmente prodotti ad altre Amministrazioni.

Per gli aspiranti residenti nelle Colonie è sufficiente pervenga, nel termine prescritto, la domanda, purchè però, almeno dieci giorni avanti la data fissata per la prima prova scritta, pervengano anche tutti i documenti.

Le domande e i documenti pervenuti all'Avvocatura generale dello Stato dopo scaduti i termini di cui sopra, anche se presentati in tempo agli uffici postali o ad altro ufficio pubblico, non sono presi in considerazione. La data di arrivo è stabilita dal timbro a data apposto dall'Avvocatura generale.

L'Avvocato generale dello Stato può disporre che gli aspiranti siano sottoposti alla visita di un sanitario di fiducia dell'Amministrazione per l'accertamento dell'idoneità fisica al servizio.

L'Avvocato generale medesimo giudica definitivamente, a norma degli articoli 11 e 34 del regolamento approvato con R. decreto 30 ottobre 1933-XII, n. 1612, dell'ammissibilità al concorso degli aspiranti.

Ciascun aspirante sarà avvertito dell'esito della sua domanda prima della data fissata per l'inizio degli esami.

Agli aspiranti ammessi sarà inviata una tessera di riconoscimento personale.

Art. 3.

L'esame è costituito da due prove scritte:

1° componimento di lingua italiana;

2° aritmetica elementare compresa la regola del tre composto; e da una prova orale, che non può durare meno di mezz'ora, vertente sulle materie seguenti:

a) diritti e doveri dell'impiegato;

b) nozioni generali sull'ordinamento dell'Amministrazione dello Stato e sull'ordinamento degli archivi;

c) carta del lavoro;

d) elementi di storia d'Italia dal 1492 all'epoca contemporanea ed elementi di geografia d'Europa e particolarmente dell'Italia;

e) nozioni elementari di statistica.

Le prove scritte servono anche come saggio di calligrafia.

I candidati possono chiedere di essere sottoposti ad una prova di dattilografia o di stenografia o di entrambe dette materie.

Gli esami avranno luogo in Roma, nella sede che verrà indicata tempestivamente ai candidati ammessi; le date delle prove scritte saranno fissate con successivo decreto da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del personale degli Uffici dipendenti dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri; quelle delle prove orali saranno fissate dalla Commissione esaminatrice.

Per quanto riguarda le formalità inerenti allo svolgimento dell'esame saranno osservate le disposizioni di cui agli articoli 18 a 24, 27 a 29 del regolamento approvato con R. decreto 30 ottobre 1933-XII, n. 1612.

Art. 4.

La Commissione esaminatrice è composta da un Vice avvocato dello Stato che la presiede e da due sostituti Avvocati dello Stato; funziona da segretario un archivista capo o un primo archivista.

I componenti la Commissione ed il segretario saranno nominati su designazione dell'Avvocato generale dello Stato, con successivo decreto da pubblicarsi nel Bollettino ufficiale del personale degli Uffici dipendenti dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Qualora vi siano candidati che abbiano fatto istanza di essere sottoposti alla prova di dattilografia o di stenografia o di entrambe, la Commissione può aggregarsi a sua scelta un esaminatore pratico di dette materie.

Ciascun commissario dispone di dieci punti per ciascuna delle due prove scritte e di dieci punti complessivamente per la prova orale. Nella votazione delle prove scritte è tenuto conto anche della calligrafia ed in quella della prova orale della conoscenza che il candidato dimostri di possedere della dattilografia o stenografia.

Per ogni prova la somma dei punti, divisa per il numero dei commissari, costituisce il punto definitivo assegnato al candidato.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che riportino una media di almeno sette punti nelle prove scritte, e non meno di sei punti in ciascuna di esse. L'esame orale non s'intende superato se il candidato non ottenga una votazione di almeno sei punti.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto in quella orale.

Art. 5.

La graduatoria degli idonei, da approvarsi con successivo decreto, è formata secondo l'ordine dei punti della votazione complessiva.

A parità di punti, si applicano i criteri preferenziali di cui al R. decreto-legge 5 luglio 1934-XII, n. 1176.

Sui reclami che venissero presentati entro quindici giorni dalla pubblicazione dei risultati del concorso nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, è definitivamente pronunziato, sentita la Commissione esaminatrice, ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 30 del regolamento approvato con R. decreto 30 ottobre 1933-XII, n. 1612.

Art. 6.

Salve le precedenze stabilite dalle vigenti disposizioni, i posti messi a concorso sono coperti con le nomine dei primi graduati.

Entro il limite dei posti messi a concorso si addiverrà alla nomina dei successivi graduati ove i primi nominati non assumano effettivo servizio.

Le nomine sono disposte in prova, salvo le esenzioni previste dalla legge. Sugli assegni spettanti ai nominati durante il periodo di prova saranno applicate le riduzioni di cui al R. decreto-legge 30 novembre 1930-VIII, n. 1491, e gli aumenti di cui ai Regi decreti-legge 24 settembre 1936-XIV, n. 1719, e 27 giugno 1937-XV, n. 1033.

Art. 7.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Bollettino ufficiale del personale degli Uffici dipendenti dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Roma, addì 27 marzo 1938 - Anno XVI

Per il Duce, Primo Ministro Segretario di Stato:
Il Sottosegretario di Stato
alla Presidenza del Consiglio dei Ministri:
G. MEDICI.

(1525)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso per l'ammissione alla Scuola di 300 allievi militi forestali.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il R. decreto-legge 16 maggio 1926, n. 1066, con cui venne istituita la Milizia nazionale forestale, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per la Milizia nazionale forestale, approvato con R. decreto 3 ottobre 1929, n. 1997;

Visto il R. decreto-legge 27 giugno 1937-XV, n. 1242, riguardante il riordinamento degli organici della Milizia nazionale forestale;

Visti i Regi decreti-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, 2 dicembre 1935, n. 2111, 2 giugno 1936, n. 1172;

Visto il decreto di S. E. il Capo del Governo in data 7 ottobre 1937-XV, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 236 di detto mese;

Vista l'autorizzazione della Presidenza del Consiglio dei Ministri n. 1908-13-1-3-1 in data 25 febbraio 1938-XVI;

Sentito il Comando generale della Milizia;

Decreta:

Art. 1.

E' aperto un concorso per l'ammissione alla Scuola di 300 allievi militi forestali.

Art. 2.

Gli aspiranti allievi militi forestali entro il 15 luglio 1938-XVI debbono far pervenire domanda su carta da bollo da L. 6 (anche in caso di povertà dell'aspirante) al Comando della Milizia nazionale forestale — Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Le domande devono contenere cognome, nome, paternità del concorrente ed essere corredate dai seguenti documenti, redatti su carta da bollo e debitamente legalizzati.

Nella domanda — scritta di proprio pugno dall'aspirante — dovrà essere indicata in calce e sotto la firma, in modo chiaramente leggibile, il domicilio esatto del concorrente (Comune, Provincia, via e numero dell'abitazione).

Il concorrente che cambi eventualmente domicilio dopo l'inoltro della domanda deve d'urgenza notificare l'avvenuta variazione al Comando della Milizia nazionale forestale in Roma.

a) Copia dell'atto di nascita dal quale risulti che l'aspirante alla data del presente bando ha compiuto gli anni 20 e non oltrepassati gli anni 28. Detto termine è aumentato di quattro anni per coloro che risultino iscritti al P. N. F., senza interruzione, prima del 28 ottobre 1922.

Detto beneficio è concesso in aggiunta all'aumento di cinque anni, eventualmente spettante in base alle vigenti disposizioni a favore di coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-18, oppure abbiano partecipato alle operazioni militari in A. O. dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936. Il limite massimo di età è protratto al compimento, alla data del presente bando, del 39° anno di età per i decorati al valor militare;

b) Certificato di cittadinanza italiana di data non anteriore a due mesi dal giorno della presentazione della domanda;

c) Certificato generale del casellario giudiziario di data non anteriore a due mesi dal giorno della presentazione della domanda;

d) Certificato di buona condotta morale e politica, vidimato dall'Autorità prefettizia, di data non anteriore a due mesi dal giorno della presentazione della domanda;

e) Certificato di data non anteriore alla pubblicazione del presente bando, redatto su carta legale, attestante la iscrizione al Partito Nazionale Fascista o ai Fasci giovanili di combattimento. Tale documento dovrà essere rilasciato dalla competente Federazione provinciale fascista o dal comandante provinciale dei Fasci giovanili di combattimento. Per i cittadini italiani residenti all'estero detto certificato deve essere rilasciato e firmato personalmente dal segretario del Fascio all'estero in cui risiede l'interessato, ovvero dalla Segreteria generale dei Fasci all'estero e firmato dal Segretario generale o da uno degli Ispettori centrali.

In caso di appartenenza al P. N. F. in epoca anteriore al 28 ottobre 1922, il documento in parola, sia per i regnicoli che per i residenti all'estero, dovrà essere ratificato da S. E. il Segretario del P. N. F., o dal Segretario amministrativo, o da uno dei Vice segretari del Partito.

I certificati di appartenenza al P. N. F. dei sanmarinesi residenti nel territorio della Repubblica dovranno essere firmati dal Segretario del P. N. F. e controfirmati dal Segretario di Stato per gli affari esteri; mentre quelli rilasciati a cittadini sanmarinesi residenti nel Regno saranno firmati dal segretario della Federazione che li ha in forza;

f) Certificato di data non anteriore alla pubblicazione del presente bando dal quale risulti che il candidato non abbi contratto matrimonio o sia vedovo senza prole;

g) Copia del foglio matricolare del servizio militare prestato (e non foglio di congedo). Non saranno ammessi al concorso coloro che siano stati riformati dai Consigli di Leva o congedati da una delle Forze armate dello Stato per espulsione, negata rafferma o riforma.

Così pure non saranno ammessi al concorso gli iscritti nelle liste della leva di mare dell'anno in corso.

L'eventuale arruolamento dei militari in congedo della Regia marina sarà subordinato al prescritto nulla osta del competente Ministero.

I candidati che non abbiano prestato servizio militare devono presentare il certificato dell'esito di leva;

h) Titolo di studio non inferiore alla promozione della 5ª classe elementare od ammissione alle scuole medie inferiori;

i) Certificato di sana e robusta costituzione fisica di data non anteriore alla pubblicazione del bando di concorso, rilasciato da un ufficiale medico del Regio esercito o della M. V. S. N., dal quale risulti esplicitamente il giudizio che il concorrente si ritiene idoneo al servizio di vigilanza forestale in montagna, ed abbia la statura non inferiore a m. 1,68. Per i nati in Sardegna la statura è ridotta a m. 1,65;

l) Fotografia 6×9 firmata dal candidato e debitamente legalizzata;

m) Eventuali documenti comprovanti di aver esercitato mansioni che facciano presumere le sue attitudini al servizio forestale (guardiaboschi, guardiani privati, terrazzieri, operaio boscaiolo);

n) Eventuali documenti che dimostrino la qualifica di combattente, le ricompense al merito ed al valor militare, le benemerenze fasciste o uno degli stati di fatto contemplati dall'art. 5 per stabilire le preferenze a parità di merito;

o) Gli aspiranti minorenni dovranno unire alla domanda anche l'atto di assenso del padre o chi per esso per l'arruolamento volontario (Mod. 66 e 67 da richiedersi al Comune di residenza).

I documenti di cui al presente articolo (ad eccezione della domanda) possono essere presentati in carta semplice soltanto in caso di povertà dell'aspirante dimostrata ai sensi delle disposizioni vigenti in materia. Anche in tal caso i documenti dovranno essere legalizzati.

Per i concorrenti che risiedono nelle Colonie del Regno è consentita l'ammissione al concorso previa presentazione entro i termini stabiliti della sola domanda, salvo a documentarla in conformità del presente articolo non oltre il 15 agosto 1938-XVI.

Art. 3.

Le domande saranno esaminate dal Comando della Milizia forestale che non prenderà in considerazione quelle non complete di tutti i documenti prescritti o che giungessero posteriormente al te mine di tempo stabilito dall'art. 2, nonchè quelle domande comunqu in contrasto con le norme e requisiti del presente bando.

Art. 4.

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste, su proposta d Comando della Milizia forestale, può con giudizio insindacabil negare l'ammissione al concorso.

Art. 5.

Apposita Commissione istituita presso il Comando della Milizi forestale esamina le domande pervenute e forma una graduatori in base ai titoli presentati da concorrenti classificando con determ nati punti oltre al titolo di studio le benemerenze militari, naziona e tecniche di ciascun candidato.

A parità di punti sono preferiti:

1) i feriti in combattimento od in azioni fasciste;

2) gli insigniti di medaglie al valor militare, croce di guerra di altra ricompensa militare e civile;

3) gli ex combattenti;

4) gli orfani di guerra, della causa nazionale e dei caduti nell operazioni militari svoltesi in A. O.;

5) i figli dei mutilati ed invalidi di guerra, per la causa nazi nale o per le operazioni militari in A. O.;

6) coloro che hanno preso parte alla Marcia su Roma;

7) i provenienti dalla M. V. S. N.;

8) i nati nei distretti di reclutamento delle truppe alpine;

9) i più giovani di età.

La graduatoria dovrà essere approvata dal Ministro per l'agrico tura e per le foreste, su proposta del Comando della milizia forestal

Art. 6.

I primi classificati nella graduatoria saranno sottoposti alla pr scritta visita medica per stabilire la loro idoneità fisica al servizi forestale nonchè dovranno superare, a giudizio di apposita Commi sione da nominarsi dal Comando della Milizia forestale, una prov scritta di cultura elementare presso la scuola di Cittaducale.

I dichiarati idonei sia alla visita medica che alla prova di esan saranno dichiarati vincitori del concorso e dovranno assumere l ferma di anni tre.

Il giudizio della Commissione medica, come quello della Con missione esaminatrice, è definitivo ed insindacabile.

Art. 7.

Agli allievi militi ammessi a frequentare il corso saranno rimbo sate le spese di viaggio. Per il relativo viaggio in ferrovia è co risposto l'importo del biglietto di 3ª classe; per il viaggio sull strade ordinarie è corrisposta un'indennità chilometrica di L. 0, dal Comune di residenza alla sede della Scuola, nonchè l'indennit giornaliera di L. 7,75 pei giorni di viaggio.

Agli aspiranti dichiarati inabili alla visita medica presso la Scuol o che non abbiano superata la prova di cultura elementare sar corrisposta l'indennità giornaliera di L. 7,75 per i giorni di viaggi e di permanenza nonchè il rimborso delle spese di viaggio. Pe viaggio in ferrovia è corrisposto l'importo del biglietto in 3ª class pel viaggio sulle strade ordinarie è corrisposta un'indennità chil metrica di L. 0,38, sia pel viaggio compiuto per raggiungere l Scuola, sia pel ritorno al Comune di residenza.

Art. 8.

Gli allievi militi forestali debbono seguire i corsi e superare g esami nelle seguenti materie:

Italiano, aritmetica, nozioni di geografia, elementi di geom tria, nomenclatura forestale, nozioni elementari di legislazione co cernenti i servizi dei militi forestali, nozioni sulla segnalazione d contrabbando, istruzione militare teorica e pratica (istruzione mil tare per le reclute e per gli allievi caporali).

Art. 9.

Alla fine del corso gli allievi militi saranno sottoposti agli esan finali consistenti in prove scritte ed orali.

Le prove scritte sono due: una di italiano e l'altra di aritmetic

L'esame orale è unico su tutte le materie di insegnamento e avrà la durata di non meno di venti minuti.

Art. 10.

Coloro che avranno riportata la sufficienza in ciascuna prova d esame e gli otto decimi sulla condotta e sull'attitudine al servizi forestale, conseguiranno la idoneità a milite forestale.

Art. 11.

Gli allievi militi forestali sono soggetti per quanto riguarda la disciplina al regolamento disciplinare della Milizia forestale ed a quello speciale della Scuola.

Art. 12.

Agli allievi militi forestali spetta la paga giornaliera L. 10,76.
Le spese di vitto, di bucato, i libri ed oggetti di cancelleria sono a carico dei singoli allievi e vengono prelevate dalla loro paga secondo le norme del regolamento interno.

Art. 13.

Le spese di prima vestizione sono a carico dell'Amministrazione e quelle di manutenzione e rinnovazione di vestiario sono a carico dei militi.

Art. 14.

Il servizio prestato nella Milizia forestale è computato agli effetti degli obblighi militari; tuttavia coloro che interrompono la ferma per motivi disciplinari, ritornano nell'obbligo di assolvere la loro ferma di leva qualunque sia la durata del servizio già prestato nella Milizia nazionale forestale.

Art. 15.

Il corso avrà la durata di mesi sei a cominciare dal 1° dicembre 1938-XVII. Tanto la durata del corso, quando il suo inizio potranno essere modificati, sempre però successivamente alla suddetta data.

Art. 16.

Per norma ai componenti il Corpo sono in ogni tempo dovute le paghe nella stessa misura e colle stesse modalità stabilite per i pari grado dell'Arma dei Reali carabinieri.
Ai sottufficiali e militi della Milizia forestale sono in ogni tempo dovuti a seconda dei gradi, gli stipendi, le paghe, il supplemento di servizio attivo, l'aggiunta di famiglia e l'indennità di rafferma, nella stessa misura e colle stesse modalità di concessione stabilite per i pari grado dell'Arma dei Reali carabinieri.
Ai militi non ammogliati che non usufruiranno di alloggio demaniale è corrisposta l'indennità di alloggio di L. 38,50 mensili.

Art. 17.

I sottufficiali e militi della Milizia forestale potranno contrarre matrimonio, previa autorizzazione del Ministero, dopo almeno due anni di effettivo servizio nella Milizia nazionale forestale.

Roma, addì 16 aprile 1938 - Anno XVI

Il Ministro: ROSSONI.

(1541)

MINISTERO DELLA MARINA

Concorso a 20 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo delle Capitanerie di porto.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LA MARINA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, e le successive modificazioni;
Visto il R. decreto 26 febbraio 1924, n. 272;
Visto il decreto Ministeriale 13 marzo 1924 registrato alla Corte dei conti in data 21 marzo 1924, registro n. 4 Marina, foglio n. 28;
Visto il decreto Ministeriale 11 ottobre 1935, registrato alla Corte dei conti in data 7 novembre 1935, registro n. 25 Marina mercantile, foglio n. 151;
Visto il decreto del Capo del Governo in data 7 ottobre 1937.

Decreta:

E' approvata l'annessa notificazione di concorso in data 22 marzo 1938-XVI per la nomina di 20 sottotenenti in servizio permanente effettivo nel Corpo delle Capitanerie di porto.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 22 marzo 1938 - Anno XVI

Il Ministro per le comunicazioni: BENNI. — *Il Ministro per la marina*: CAVAGNARI.

Notificazione di concorso per 20 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo delle Capitanerie di porto.

Art. 1.

E' aperto un concorso, per esami, a 20 posti di sottotenente in servizio permanente effettivo nel Corpo delle Capitanerie di porto.
Il concorso avrà luogo in Roma, presso il Ministero della marina, alla data che sarà stabilita e comunicata in tempo utile ai concorrenti.

Art. 2.

Lo stipendio iniziale inerente al grado di sottotenente è di L. 9300 annue, al quale deve aggiungersi il supplemento di servizio attivo di L. 1800 annue, l'indennità militare di L. 2400 annue e l'eventuale aggiunta di famiglia (salve le variazioni di legge).
I vincitori del concorso saranno nominati sottotenenti di Porto e seguiranno un corso di istruzione teorico-pratico e militare presso la Regia accademia navale e un tirocinio pratico presso le Capitanerie di porto per la complessiva durata di 12 mesi, dopo di che saranno promossi tenenti.

Art. 3.

Potranno prendere parte al concorso, in seguito a loro domanda:
a) i diplomati capitani di lungo corso che abbiano conseguito la nomina a sottotenente di vascello di complemento, abbiano prestato quattro anni di servizio effettivo nella Regia marina e contino almeno due anni di navigazione su navi della marina militare o mercantile, e i patentati capitani di lungo corso;
b) i laureati degli istituti superiori navali, delle scuole di commercio ed istituti equiparati, o laureati in ingegneria, matematica, fisica o giurisprudenza, scienze politiche e sociali, od in altre facoltà riconosciute equipollenti;
c) gli ufficiali di porto di complemento con almeno due anni di lodevole servizio.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, su carta bollata da L. 6, dovranno pervenire al Ministero della marina (Direzione generale del personale e dei servizi militari) non oltre il 60° giorno dopo la pubblicazione della presente notificazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno con la indicazione del domicilio del concorrente o della destinazione di servizio se gli aspiranti siano impiegati civili o in servizio militare e corredate dai documenti di cui all'art. 6 nonchè, secondo i casi, dagli originali della patente di capitano di lungo corso (per i patentati), del diploma di capitano di lungo corso (per i diplomati) e del diploma di laurea (per i laureati).
Tali documenti originali potranno essere sostituiti da copie autentiche da Regio notaio e debitamente legalizzate.
Non si terrà conto delle domande che pervenissero dopo la data suddetta, o che per tale data non fossero corredate della completa documentazione prescritta.
I diplomati capitani di lungo corso, per comprovare la navigazione compiuta, dovranno corredare la domanda anche di un estratto di matricola mercantile o di un estratto di matricola militare con l'indicazione della navigazione effettuata su Regie navi.
I concorrenti dovranno, nel caso, indicare nella domanda in quale delle lingue facoltative (inglese, tedesca od araba) intendano sostenere le prove relative.
I concorrenti residenti in colonia potranno essere ammessi al concorso presentando, entro il termine prescritto dal 1° comma del presente articolo, la sola domanda, salvo a produrre i documenti successivamente e, in ogni caso, almeno dieci giorni prima degli esami.
Il Ministero potrà accordare un ulteriore termine, oltre quello indicato nel presente articolo, per la regolarizzazione di documenti formalmente imperfetti. Quest'ultimo termine dovrà in ogni caso scadere prima della data d'inizio degli esami.

Art. 5.

I concorrenti dovranno soddisfare alle seguenti condizioni:
a) essere iscritti al Partito Nazionale Fascista o ai Fasci giovanili di combattimento o ai Gruppi universitari fascisti;
b) essere cittadini italiani;
c) non avere oltrepassato, alla data della presente notificazione, 30 anni di età se patentati capitani di lungo corso, e 28 anni di età gli altri; per coloro che risultino regolarmente iscritto al Partito Nazionale Fascista senza interruzione da data anteriore al 28 ottobre 1922, è concessa, sul limite massimo di età, una proroga di 4 anni;

A norma dell'art. 23 del R. D. L. 21 agosto 1937-XV n. 1542, il limite di età è elevato: di due anni nei riguardi dei concorrenti che siano coniugati alla data di cui al 1° comma dell'art. 4 della presente notificazione, e di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima. Tali elevazioni si cumulano fra di loro e con quella derivante dall'appartenenza al P. N. F. da data anteriore al 28 ottobre 1922, purchè, complessivamente, non si superino i 45 anni.

d) risultare di buona condotta pubblica e privata;

e) avere l'attitudine fisica richiesta per il servizio incondizionato militare marittimo, la quale sarà accertata mediante visita sanitaria, a cui i concorrenti saranno sottoposti, a Roma presso il Ministero della marina, immediatamente prima dell'inizio degli esami.

L'altezza ed il perimetro toracico non debbono essere inferiori, rispettivamente a m. 1,55 ed a m. 0,80, e dovranno, inoltre essere tra loro in conveniente rapporto così da dare sicuro affidamento dell'indice di robustezza armonica del soggetto.

Il visus, senza correzione, controllato con tavole ottotipiche, del Wecker, non deve essere inferiore ai seguenti limiti:

Visus binoculare = 1/2, a 5 metri di distanza;

Visus monoculare = 1/4, a 5 metri di distanza.

La sensibilità cromatica, da accertarsi con le lane di colore Holmgreen e con altri mezzi, deve essere assolutamente normale.

Contro il risultato di tale visita non sono ammessi ricorsi nè visite superiori.

Art. 6.

Le domande di ammissione al concorso dovranno essere corredate dai seguenti documenti, oltre quelli indicati nell'art. 4, debitamente legalizzati dalle competenti autorità:

1) estratto dal registro degli atti di nascita (non certificato);

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato di stato libero, o, se trattasi di ammogliato, copia dell'atto di matrimonio.

I vincitori del concorso che otterranno la nomina a sottotenente, se ammogliati, dovranno entro il termine di due mesi dalla nomina, chiedere il Regio assentimento per il matrimonio contratto.

Sarà revocata la nomina del vincitore del concorso che non avrà ottemperato alla disposizione del precedente capoverso o non avrà ottenuto il R. assentimento;

4) certificato di buona condotta;

5) certificato generale del casellario giudiziario;

6) certificato di esito di leva per coloro che, avendo concorso alla leva, non abbiano prestato servizio militare o, per coloro che siano sotto le armi o che abbiano già prestato servizio militare, copia dell'estratto matricolare;

7) fotografia con firma debitamente autenticata e legalizzata;

8) documento comprovante l'iscrizione al Partito Nazionale Fascista (costituito da un certificato, in carta bollata da L. 4, rilasciato dal segretario — o dal vice segretario se trattasi di capoluogo di Provincia — del competente Fascio di combattimento, e vistato dal segretario federale o dal vice segretario federale o dal segretario federale amministrativo della Provincia a cui il Fascio appartiene), attestante l'appartenenza ai Fasci di combattimento o ai Gruppi universitari fascisti o ai Fasci giovanili, e indicante l'anno, il mese e il giorno della iscrizione. Qualora tale certificato sia presentato anche ai fini della proroga sul limite massimo di età, esso deve rispondere inoltre ai seguenti requisiti:

1° contenere l'espressa menzione, anche se negativa, delle eventuali interruzioni;

2° essere firmato *personalmente* dal competente segretario federale (senza possibilità di sostituzione con altra firma);

3° essere ratificato da S. E. il Ministro Segretario del Partito Nazionale Fascista o dal Segretario amministrativo o dai Vice segretari, che sono autorizzati a firmare atti ufficiali del Partito.

I cittadini italiani residenti all'estero dovranno presentare il certificato di iscrizione ai Fasci italiani all'estero. Quest'ultimo certificato, redatto su carta legale, dev'essere rilasciato direttamente dalla segreteria generale dei Fasci italiani all'estero o da uno degli ispettori centrali dei Fasci italiani all'estero. Dovrà inoltre soddisfare ai requisiti di cui ai precedenti numeri 1° e 3° quando sia prodotto anche ai fini della proroga sul limite massimo di età.

I documenti indicati ai numeri 2), 3), 4 e 5) dovranno essere di data non anteriore a quella della presente notificazione.

I concorrenti ufficiali di complemento in servizio attivo, o ufficiali della M. V. S. N. in servizio effettivo permanente, o impiegati dello Stato in servizio, sono esonerati dall'obbligo di presentare i documenti di cui ai nn. 2), 4) e 5), salvo l'obbligo di dimostrare con apposito documento rilasciato dalla competente autorità, l'attuale posizione d'ufficiale o impiegato in servizio.

I documenti allegati alla domanda dovranno essere conformi alle prescrizioni della vigente legge sul bollo.

Non è ammesso fare riferimento a documenti presentati presso altre amministrazioni dello Stato.

Art. 7.

Il Ministero si riserva il diritto di assumere informazioni di qualsiasi genere sugli aspiranti nel modo che crederà opportuno, indipendentemente dai documenti presentati, e si riserva altresì di escludere dal concorso, senza indicarne il motivo, coloro pei quali le informazioni non risultassero ottime sotto ogni riguardo. Inoltre, le ammissioni al concorso possono essere accordate sotto riserva, in relazione a quanto è detto nel presente articolo e nei due ultimi commi dell'articolo 4.

Art. 8.

I posti messi a concorso sono riservati:

3 ai patentati capitani di lungo corso; 3 ai diplomati capitani di lungo corso sottotenenti di vascello di complemento; 11 ai laureati, e 3 agli ufficiali di porto di complemento.

In base ai risultati degli esami sarà compilata una distinta graduatoria per ciascuna delle quattro categorie di concorrenti.

Nella nomina a sottotenente i candidati delle quattro distinte categorie saranno classificati promiscuamente.

Qualora il numero complessivo dei vincitori di una o due delle quattro categorie risulti inferiore al numero di posti ad esse assegnati, il Ministero ha facoltà di completare tale numero con candidati idonei di una o due delle altre categorie, a sua scelta e giudizio insindacabile. Analogo criterio è adottato fra i sottotenenti di vascello e i patentati capitani di lungo corso.

Art. 9.

Per ciò che riguarda i titoli di preferenza a parità di merito, si applicano le disposizioni di cui all'art. 1 del R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176.

Art. 10.

Per ottenere la nomina a sottotenente, i vincitori del concorso dovranno contrarre arruolamento volontario nel Corpo Reale Equipaggi, con ferma di sei anni a decorrere dalla nomina stessa.

Art. 11.

L'esame di concorso consterà di prove scritte e orali, secondo il programma annesso alla presente notificazione.

Art. 12.

Nei giorni stabiliti per le prove scritte la Commissione esaminatrice, riunita in adunanza segreta, formulerà il tema sulla materia del programma da svolgersi nel giorno stesso.

Le prove scritte dovranno svolgersi in altrettanti giorni.

Durante lo svolgimento delle prove i candidati non potranno comunicare fra loro e con persone estranee alla Commissione, nè consultare libri e manoscritti, vocabolari compresi. I lavori dovranno essere scritti su carta munita del timbro del Ministero e della firma di un membro o del segretario della Commissione esaminatrice; essi non dovranno portare nè la firma del candidato nè altro segno di riconoscimento.

Chi contravvenisse alle suddette disposizioni, sarà escluso dagli esami.

Nelle prove orali il candidato dovrà rispondere, a sua scelta, su una delle due tesi estratte a sorte; nel diritto corporativo il candidato dovrà estrarre una sola tesi e rispondere su di essa.

Art. 13.

Per ciascuna prova, anche se composta di più materie, si faranno due distinte votazioni: una segreta con pallottole bianche e nere sull'idoneità del candidato (in caso di parità di voti, la votazione si intende favorevole al candidato); l'altra palese per la classificazione di merito, assegnando punti da 10 a 20 ai candidati risultati idonei, e da 0 a 9 a quelli risultati non idonei.

Dividendo la somma dei punti pel numero dei votanti si otterrà il punto medio per ogni materia.

Art. 14.

Del procedimento degli esami sarà compilato processo verbale, a cui verrà unito uno specchio dimostrativo dei risultati, il quale dovrà contenere per ciascun candidato, in distinte colonne:

a) il punto di ciascuna prova;

b) il punto di classificazione finale;

c) l'indicazione di idoneo o non idoneo alla nomina.

Nello specchio suddetto sarà pure indicato, in distinte colonne, il risultato della votazione di idoneità in ciascuna delle prove facoltative sostenute dai candidati ed il numero complessivo dei punti da aggiungersi a quello di classificazione finale, secondo il disposto dell'art. 2 delle norme approvate con R. decreto 26 febbraio 1924, n. 272, e il punto di classificazione finale modificato per tale aggiunzione.

Tanto il verbale quanto lo specchio saranno firmati da tutti i componenti la Commissione.

Art. 15.

I vincitori del concorso, dopo la nomina a sottotenente, riceveranno gli assegni di viaggio a tariffa militare per recarsi dal luogo di residenza a quello in cui sarà tenuto il corso teorico pratico di cui all'art. 2 della presente notificazione.

Art. 16.

Copia della presente notificazione con le istruzioni e i programmi di esame annessi potranno essere richieste alle Capitanerie di porto del Regno e delle Colonie ovvero al Ministero della Marina (Direzione generale del personale e dei servizi militari - Divisione stato giuridico, o al Ministero delle comunicazioni (Ispettorato delle Capitanerie di porto).

Roma, addì 22 marzo 1938 - Anno XVI

Il Ministro per le comunicazioni: BENNI.

p. Il Ministro per la marina: CAVAGNARI.

Programma dell'esame di concorso per la nomina a sottotenente di porto.

Numero della prova	MATERIE D'ESAME	Numero delle tesi da estrarre	Durata dell'esame per ogni prova	Coefficienti d'importanza
	Esame scritto.			
1ª	Svolgimento di un tema in lingua italiana sopra argomento storico o letterario o di cultura generale.	—	8 ore	3
2ª	Svolgimento di un tema sui principii generali di economia politica.	—	8 ore	2
3ª	Svolgimento di un tema in lingua francese. E' in facoltà del candidato lo svolgimento del tema anche nelle lingue inglese, tedesca ed araba. Al punto complessivo espresso in ventesimi degli esami in tutte le prove scritte e orali, si aggiungerà mezza unità ogni tre voti o ulteriore frazione di tre superiore a 1,5 che il candidato avrà riportato al disopra di 14/20 nell'esame di ciascuna lingua facoltativa.	—	8 ore (*a*)	2
	Esame orale (1).			
4ª	1° Gruppo	—	60 minuti	2
	a) Diritto civile	2 tesi		
	b) Diritto costituzionale	2 tesi		
	c) Diritto amministrativo	2 tesi		
	d) Diritto penale	2 tesi		
	e) Diritto internazionale marittimo	2 tesi		
	f) Diritto corporativo	1 tesi		
5ª	2° Gruppo	—	20 minuti	2
	g) Codice di commercio (libro II e libro IV, capo II) e codice per la marina mercantile.	2 tesi		
	h) Leva di mare e servizi militari.	—		
6ª	3° Gruppo	—	20 minuti	2
	i) nozioni di geografia fisica politica e commerciale e di statistica.	2 tesi		
	l) Storia del commercio e della navigazione.	2 tesi		
7ª	Lingua francese I candidati dovranno parlare correntemente, pronunziar bene e tradurre a vista la lingua francese.		15 minuti	1
	Prova facoltativa di altre lingue estere. I candidati dovranno parlare correntemente, pronunziar bene e tradurre a vista le lingue nelle quali svolsero i temi nella prova scritta facoltativa.	—	10 minuti per ogni lingua	•

(*a*) In tale termine dovrà essere svolto il tema anche nelle lingue facoltative.

(1) Deve essere assegnato un punto solo complessivo per ciascun gruppo.

N.B. — La Commissione avrà facoltà di interrogare i candidati anche sui tem da loro svolti in iscritto.

DIRITTO CIVILE.

Tesi 1ª — Nozione e ripartizione del diritto — Fonti del diritto — Interpretazione delle leggi — Loro efficacia nel tempo.

Tesi 2ª — Dei rapporti e degli atti giuridici in generale — Elementi essenziali, naturali ed accidentali nei negozi giuridici — Persone fisiche e persone giuridiche — Condizioni che determinano e modificano la capacità ed il godimento dei diritti.

Tesi 3ª — Cittadinanza: disposizioni che ne regolano l'acquisto, la perdita e il riacquisto. Domicilio, residenza e dimora. Assenza: assenza in guerra.

Tesi 4ª — Matrimonio — Filiazione legittima e filiazione naturale — Legittimazione — Minore età ed interdizione — Patria potestà e tutela — L'inabilitazione e l'emancipazione — Ordinamento e atti dello stato civile.

Tesi 5ª — I beni secondo la loro natura giuridica — Diritti personali e reali — Possesso ed azioni possessorie — Proprietà: concetto, modo di acquisto, limitazioni, estinzione — Servitù personali e prediali — Loro estinzione.

Tesi 6ª — Delle successioni — Devoluzione ed evizione della eredità — Successione legittima: ordine successorio — Successione testamentaria: capacità, forma dei testamenti, porzione disponibile, istituzione d'erede, legati, costituzioni — Disposizioni comuni: rappresentazione, accettazione, rinuncia di eredità, beneficio d'inventario, eredità giacente, divisione, collazione — Donazione — Rivocazione dei testamenti e delle donazioni.

Tesi 7ª — Diverse specie di obbligazioni — Loro effetti — Modi legali e convenzionali di garantire l'adempimento di esse — Modi di estinzione — Novazione e prescrizione.

Tesi 8ª — Dei contratti — Varie specie e requisiti essenziali — Effetti dei contratti in generale e in ispecie di quelli traslativi di proprietà od altri diritti reali.

I contratti a favore dei terzi — Interpretazione dei contratti.

DIRITTO COSTITUZIONALE.

Tesi 1ª — Diritto costituzionale — Nozione dello Stato nei riguardi del diritto interno — Le varie forme di Governo — Governo rappresentativo in particolare — Monarchia e repubblica — Governo costituzionale e Governo parlamentare.

Tesi 2ª — Condizioni storiche, sociali e dottrine politiche che contribuirono a determinare l'avvento del regime rappresentativo nell'Europa occidentale e centrale — Successiva estensione del regime rappresentativo ad altri Stati dell'Europa ed ai principali Stati d'America e Asia.

Tesi 3ª — Principali varietà odierne di monarchie e di repubbliche rappresentative in Europa e in America — Governo dei principali domini inglesi — Federazione degli Stati Uniti d'America e loro Governo presidenziale — Cenni sull'ordinamento dei nuovi Stati di Germania, Austria, Czeco-Slovacchia, Ungheria e Polonia — Cenni sulla Repubblica russa dei sovieti.

Tesi 4ª — Governo monarchico costituzionale in Italia — Divisione dei poteri — Potere legislativo, esecutivo e giudiziario — Parlamento, Governo e Tribunali - Corona, Camera dei deputati e Senato — Attribuzioni della Corona in ordine al potere legislativo, esecutivo e giudiziario — Dichiarazione di guerra — Articolo 5 dello Statuto — Riforme in proposito — I trattati internazionali ed il diritto interno.

Tesi 5ª — IL POTERE LEGISLATIVO — Composizione della Camera dei deputati — Prerogative dei deputati — Elettorato politico — I Collegi elettorali — Collegio uninominale, plurinominale, nazionale — Rappresentanza proporzionale — Sistema vigente in Italia — Eleggibilità, incompatibilità, ecc. — Senato del Regno — Sua composizione.

Tesi 6ª — Procedimenti parlamentari — Vari sistemi — Il nuovo ordinamento degli uffici — Le Commissioni permanenti — Le leggi: approvazione, sanzione, promulgazione, pubblicazione, entrata in vigore — La delegazione di potestà legislativa al Governo — I decreti-legge — I regolamenti.

Tesi 7ª — IL POTERE ESECUTIVO — Il Capo del Governo — Il Primo Ministro — Il Gran Consiglio del Fascismo — Il Consiglio dei Ministri — I singoli Ministri — Nomina e revoca dei Ministri — Il Gabinetto e la fiducia del Parlamento — Responsabilità penale e politica dei Ministri.

Tesi 8ª — IL POTERE GIUDIZIARIO — Sue relazioni fondamentali con i poteri legislativo ed esecutivo — Suo ordinamento — Inamovibilità dei magistrati — Recente modifica dell'istituto della Giuria.

Tesi 9ª — Uguaglianza civile — Libertà individuale e sue guarentigie nella legislazione italiana — Inviolabilità del domicilio — Guarentigie costituzionali del diritto di proprietà e limitazioni di esso — Libertà di stampa — Libertà di religione — Loro condizioni e limiti — Libertà di riunione e di associazione — Il diritto di petizione.

DIRITTO AMMINISTRATIVO.

Tesi 1ª — Dall'Amministrazione pubblica in generale, suo scopo, sua funzione nello Stato — Fonti del diritto amministrativo — Accentramento e decentramento.

Tesi 2ª — Materie amministrative aventi scopo finanziario — Demanio — Tasse — Imposte, loro specie — Debito pubblico.

Tesi 3ª — Materie amministrative tutelari — Della difesa dello Stato — Della giustizia e della sicurezza interna — Della sanità pubblica, della istruzione e della educazione — Della agricoltura, dell'industria, del commercio e del lavoro.

Tesi 4ª — Amministrazione centrale e locale — Consiglio dei Ministri — Ministeri — Attribuzioni del Capo del Governo, Primo Ministro e sue prerogative — Attribuzioni dei Ministri — Obblighi e diritti dei pubblici funzionari — Responsabilità dello Stato per le loro colpe.

Tesi 5ª — Magistrature consultive — Loro ufficio — Consiglio di Stato — Suo ordinamento e sue attribuzioni (consultive e giurisdizionali) — Avvocatura dello Stato e sue attribuzioni.

Tesi 6ª — Funzione censoria nel Governo costituzionale — Corte dei conti, suo ufficio, suo ordinamento, sue attribuzioni.

Tesi 7ª — Amministrazione locale — Provincia e suo ordinamento — Giunta provinciale amministrativa e sue funzioni anche in materia di contenzioso — Consiglio provinciale dell'economia corporativa.

Tesi 8ª — Comuni — Podestà — Consulta municipale — Loro attribuzioni — Ingerenza governativa — Amministrazione speciale per il comune di Roma — Costituzione e funzionamento dell'Alto commissariato per la città e provincia di Napoli.

DIRITTO PENALE.

Tesi 1ª — Fondamento del diritto di punire — La legge penale — Le principali innovazioni del nuovo Codice penale — Codice e leggi complementari — Del reato — Delitti e contravvenzioni — Classificazione dei reati.

Tesi 2ª — Subbietto attivo — Concorso di più persone nello stesso reato — Subbietto passivo ed oggetto — Volontà — Dolo e colpa — Fatto — Consumazione — Tentativo — Concorso di reati e di pene — Imputabilità — Aggravanti e discriminanti del reato e della pena — Della recidiva — Pena — Nozione — Le varie pene — Pene principali ed accessorie — Conseguenze penali della condanna.

Tesi 3ª — Cenni sui delitti contro la personalità dello Stato (contro la personalità internazionale dello Stato — Contro la personalità interna dello Stato — Contro i diritti politici del cittadino — Contro gli Stati esteri, i loro capi e i loro rappresentanti) — Cenni sui delitti contro la pubblica Amministrazione e contro l'Amministrazione della giustizia.

Tesi 4ª — Cenni sui delitti contro il sentimento religioso e contro la pietà dei defunti — Contro l'ordine pubblico — Contro l'incolumità pubblica — Contro la fede pubblica.

Tesi 5ª — Cenni sui delitti contro l'economia pubblica, l'industria ed il commercio — Contro la moralità pubblica e il buon costume — Contro l'integrità e la sanità della stirpe — Contro la famiglia.

Tesi 6ª — Cenni sui delitti contro la persona e contro il patrimonio.

Tesi 7ª — Nozione del processo penale — Ordinamento giudiziario e competenza — Azione penale — Suo esercizio — Querela — Azione civile nascente da reato — Parti nel processo penale — Difesa — Istruzione.

Tesi 8ª — Atti di polizia giudiziaria — Cenni sulla istruzione sommaria — Arresto e libertà provvisoria — Cenni sul giudizio — Sentenze e ordinanze — Mezzi d'impugnazione.

DIRITTO INTERNAZIONALE MARITTIMO.

Tesi 1ª — Cenni storici sugli Istituti di diritto internazionale e sul concetto di Società internazionale — Cenni storici sulle dottrine del diritto internazionale pubblico — Principi fondamentali di esso — Le fonti del diritto internazionale — La Società delle Nazioni.

Tesi 2ª — Territorio — Natura del diritto su esso — Modi di acquisto — Frontiere — Colonie — Servitù internazionale — Mare — Libertà del mare — Mare litorale e territoriale — Mari interni — Stretti e canali internazionali — Polizia internazionale dei mari (repressione della pirateria e della tratta degli schiavi) — Navi — Distinzioni — Regime giuridico nel mare libero e nel mare territoriale — Fiumi soggetti al controllo internazionale (atto finale del Congresso di Vienna e le clausole dei trattati di Versaglia e di San Germano).

Tesi 3ª — Mezzi violenti per la soluzione delle contestazioni — Ritorsione — Rappresaglia — Embargo — Blocco pacifico — Impiego della forza per il ricupero dei crediti (2ª convenzione dell'Aja del 1907).

Tesi 4ª — La guerra — Concetto — Cause — La guerra ed il diritto — Storia — Primi accenni di codificazione (in particolare, della conferenza di Bruxelles del 1874) — Inizio della guerra (in particolare, 3ª convenzione dell'Aja del 1907) — Effetti giuridici della dichiarazione di guerra — I belligeranti — I legittimi combattenti (5ª convenzione dell'Aja del 1907, articoli 1, 3 del regolamento annesso).

Tesi 5ª — Dell'occupazione militare, principi generali (4ª convenzione dell'Aja del 1907, articoli 42, 56 del regolamento annesso) — Diritti e doveri dei belligeranti nei riguardi delle persone nemiche — Combattenti — Prigionieri di guerra, principi generali (4ª convenzione dell'Aja del 1907, articoli 4, 20 del regolamento annesso) — Feriti e malati, principi generali (convenzione di Ginevra del 1906. Convenzione dell'Aja del 1904, 10ª convenzione dell'Aja del 1907) — Limiti alla occupazione delle cose dello Stato — Rispetto alla proprietà dei privati e di persone giuridiche, anche pubbliche — Re-

quisizioni e loro condizioni, principî generali (regolamento annesso alla 4ª convenzione dell'Aja del 1907) — Diritti e doveri dei belligeranti sulle cose della guerra marittima.

Tesi 6ª — La neutralità — Concetti e condizioni — Diritti e doveri dei neutrali nella guerra marittima — Del commercio neutrale — Contrabbando di guerra — Blocco — Diritto di visita — Prede e relativi giudizi, principî generali (dichiarazioni di Parigi e di Londra del 1856 e 1909, 5ª e 3ª convenzione dell'Aja del 1907).

Tesi 7ª — Diritto internazionale marittimo commerciale — La proprietà delle navi e la loro nazionalità — Legge regolatrice del contratto di noleggio — Legge regolatrice degli urti di navi e dei salvataggi — In particolare, le convenzioni di Bruxelles 23 settembre 1910 (legge 14 giugno 1925, n. 938).

DIRITTO CORPORATIVO.

Tesi 1ª — Cenni storici — Concetto di corporativismo — L'organizzazione sindacale corporativa fascista.

Tesi 2ª — Carta del lavoro — Controversie collettive ed individuali — Magistratura del lavoro — Uffici di collocamento.

CODICE DI COMMERCIO *A*).
CODICE PER LA MARINA MERCANTILE *B*).

Tesi 1ª — *A*) La nave: costruzione, proprietario, armatore, trapasso di proprietà, ipoteca navale, prestito a cambio marittimo.

B) Giurisdizione amministrativa della marina mercantile — Personale delle Capitanerie di porto — Principali attribuzioni.

Tesi 2ª — *A*) Capitano, equipaggio, contratto di arruolamento.

B) Gente di mare — Capitani e padroni — Ufficiali di bordo — Equipaggi — Costruttori navali.

Tesi 3ª — *A*) Contratto di noleggio: polizza di carico, noto, passeggeri.

B) Carte di bordo, visite alle navi in partenza — Trasporti di passeggeri — Polizia di bordo e della navigazione — Naufragi e ricuperi — Pesca.

Tesi 4ª — *A*) Assicurazione contro i rischi della navigazione — Dell'abbandono.

B) Del lido del mare e delle spiaggie — Servizio dei porti e delle spiaggie — Polizia amministrativa e sicurezza dei porti. Polizia giudiziaria dei porti e delle rade — Battelli ed altri galleggianti per servizio dei porti — Piloti pratici locali.

Tesi 5ª — *A*) Avarie e contribuzione — Danni cagionati dagli urti delle navi.

B) Diritto marittimo in tempo di guerra — Atti di guerra delle navi mercantili — Prede — Navi e mercanzie neutrali — Riprese — Confische — Liquidazione e ripartizione delle cose confiscate — Rappresaglie.

Tesi 6ª — *A*) Crediti privilegiati sulle cose caricate, sul nolo, sulla nave.

B) Reati marittimi e pene.

Tesi 7ª — *A*) Sequestro, pignoramento e vendita giudiziale delle navi.

B) Giurisdizione civile del comandante del porto (legge 31 dicembre 1928, n. 3119) — Giurisdizione penale marittima mercantile — Competenza e procedura — Potere disciplinare.

LEVA DI MARE ED ORDINAMENTO DELLA R. MARINA.

Testo unico delle disposizioni legislative riguardanti la leva marittima (R. decreto 28 luglio 1932, n. 1365) — Ordinamento della R. marina (legge 8 luglio 1926, n. 1179 e successive modificazioni) — Ordinamento del C.R.E.M. (R. decreto 18 giugno 1931, n. 914 e legge 15 giugno 1933, n. 778).

NOZIONI DI GEOGRAFIA FISICA
POLITICA E COMMERCIALE E DI STATISTICA.

Tesi 1ª — Gli Stati d'Europa — Popolazione — Prodotti — Industrie — Principali centri industriali d'Europa — Commercio — Le marine mercantili — Le forze militari.

Tesi 2ª — I mezzi di comunicazione in Europa — Fiumi navigabili e canali di navigazione — Sviluppo delle comunicazioni ferroviarie dei vari Stati — Grandi linee di comunicazione marittima verso i paesi transatlantici, le coste occidentali ed orientali dell'Asia e dell'Australia — Le principali linee del Mediterraneo.

Le grandi linee telegrafiche terrestri e sottomarine — Le più importanti stazioni radiotelegrafiche.

Tesi 3ª — Stati indipendenti e possedimenti europei in Asia — Popolazione — Religioni — Mezzi di comunicazione — Prodotti — Industria e commercio.

Tesi 4ª — Stati indipendenti, colonie e possedimenti europei nell'Africa — La Libia, l'Eritrea e la Somalia — Mezzi di comunicazione e prodotti dell'Africa — Industria e commercio.

Tesi 5ª — Australia e Polinesia — Possedimenti francesi, inglesi, spagnuoli ed olandesi nell'Australia e nella Polinesia. Prodotti dell'Australia e della Polinesia — Industria e commercio — Mezzi di comunicazione.

Tesi 6ª — Gli Stati dell'America — Colonie e possedimenti europei in America — Mezzi di comunicazione — Prodotti — Industria e commercio.

Tesi 7ª — Cenni sulle terre polari e sui principali viaggi nei mari artici ed antartici — L'industria della grande pesca nei mari polari.

Tesi 8ª — Concetto, importanza, definizioni, divisione della statistica — Metodo statistico — Indagini, informazioni — Leggi statistiche — Relazione tra la statistica e le altre scienze.

Tesi 9ª — La statistica demografica e le sue rilevazioni in Italia — I problemi connessi con l'aumento della popolazione: emigrazione, colonialismo.

STORIA DEL COMMERCIO E DELLA NAVIGAZIONE.

Tesi 1ª — ORIGINI E FORME PRIMITIVE DEL COMMERCIO. — Il commercio nell'antichità — Il commercio dei popoli mediterranei — Monete — cognizioni geografiche — Dogane.

Tesi 2ª — IL COMMERCIO NEL MEDIO EVO. — Venezia — Gli Arabi — Le Crociate — Le repubbliche italiane — Le scoperte marittime — Arti ed industrie nel medio evo — Merci — Cambisti, banchieri, banchi, fiere — Legislazione commerciale e marittima — Contratti di uso più generale.

Tesi 3ª — IL COMMERCIO NELL'EPOCA MODERNA. — Portogallo — Spagna — Scoperta dell'America — Inghilterra e Francia — Sistema coloniale — Olanda — Germania — Paesi Scandinavi — Russia e Polonia — Viaggi nel XVII e XVIII secolo — Stabilimenti coloniali in Africa — Cenni sulla legislazione commerciale e marittima — Dogane e trattati — Il commercio durante la rivoluzione francese e il primo impero napoleonico — Le macchine a vapore — L'elettricità.

Tesi 4ª — EPOCA CONTEMPORANEA. — Le riforme economiche inglesi — Commercio inglese — La questione del libero scambio e dei dazi differenziali in Inghilterra — L'India britannica — Domini e Colonie inglesi — L'Inghilterra in Egitto — Commercio francese — Algeria ed altri possedimenti francesi — Germania — Italia, suo possedimento e sue Colonie — Stati Uniti d'America — Altri Stati dell America — Cina — Giappone.

Tesi 5ª — EPOCA CONTEMPORANEA (SEGUITO). — Fatti economici che produssero lo sviluppo del commercio — Viaggi marittimi di scoperta — Sistemi monetari — Marina mercantile — I porti moderni — I porti italiani — Emigrazione e colonie.

(1534)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.